

Pour diffusion immédiate
COMMUNIQUÉ

Budget provincial 2022-2023

Budget en éducation : on ne voit pas la lumière au bout du tunnel !

Montréal, le 22 mars 2022 – C'est avec une certaine déception que la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) a pris connaissance aujourd'hui du budget Girard. Alors que le gouvernement se targue d'une croissance de 5,4 % en éducation, force est de constater que les investissements destinés aux écoles publiques sont nettement plus décevants, avec une croissance limitée à moins de 4 %. Or, ce n'est pas parce qu'il y a une croissance du budget qu'il y a des investissements.

Selon l'économiste Michel Cousineau, dans le cadre d'une étude réalisée pour la FAE, les sommes qui auraient dû être investies afin d'assurer le même niveau de service, rembourser les compressions faites durant les années d'austérité et compenser les pertes financières causées par l'uniformisation de la taxe scolaire auraient dû être de l'ordre de 6,3 %. Dans les faits, le gouvernement ajoute 404 millions \$ pour l'année 2022-2023 alors qu'il aurait dû en ajouter 898 millions \$. On est donc loin de la coupe aux lèvres, surtout avec la situation économique enviable actuelle. Le gouvernement aurait dû faire le choix d'investir dans les réseaux qui ont été le plus malmenés par la pandémie, dont celui de l'éducation.

« Les deux dernières années ont démontré à quel point l'école publique souffrait de sous-financement, d'infrastructures désuètes et de manque de personnel. La pandémie a été très difficile pour les jeunes, plusieurs souffrent de retard scolaire, de démotivation ou de problèmes de santé mentale. Ce n'est pas le moment de tourner le dos à l'école publique. Au contraire, plus que jamais l'école a besoin d'investissements importants » clame Sylvain Mallette, président de la FAE.

Rappelons que le gouvernement s'est également privé de revenus de plus de 5,3 milliards \$ au cours des 4 dernières années, à la suite de l'uniformisation de la taxe scolaire.

« La marge de manœuvre financière, elle, est disponible : les prévisions de croissance économique sont particulièrement conservatrices et, si on exclut le versement au Fonds des générations, le gouvernement prévoit atteindre l'équilibre budgétaire dès l'an prochain. C'est un choix politique de ne pas réinvestir de façon plus importante dans les écoles publiques. Après les difficiles années que nous venons de traverser et les multiples problèmes mis en lumière par la pandémie dans le réseau scolaire, ce choix est décevant et démontre que contrairement à ce que claironne le gouvernement, l'éducation n'est pas une priorité », dénonce M. Mallette.

Encore une fois cette année, la FAE constate une hausse du financement public des écoles privées de près de 23 millions \$, portant le financement global de celles-ci à près de 614 millions \$. Le Québec continue d'être la province canadienne qui finance le plus son réseau d'écoles privées, un réseau qui, rappelons-le, sélectionne ses élèves et éjecte certains d'entre eux en cours d'année. Finalement, autre constat décevant : les investissements accordés ne

permettent pas de freiner la dégradation du parc immobilier scolaire, le déficit d'entretien passant de 5,204 milliards \$ en 2021-2022 à 5,867 milliards \$ en 2022-2023.

À propos de la FAE

La FAE regroupe neuf syndicats qui représentent plus de 50 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire, de l'enseignement en milieu carcéral, de la formation professionnelle, de l'éducation des adultes et le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que 2 300 membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE). Elle est présente dans les régions de Montréal, de la Capitale-Nationale, de Laval, de l'Outaouais, des Laurentides, de l'Estrie et de la Montérégie, où se situent les quatre plus grands pôles urbains du Québec.

– 30 –

Source : Marie-Eve Rancourt, conseillère à la vie politique et aux communications
me.rancourt@lafae.qc.ca | 514 709-7763